

# Un outil de travail précieux

par Catherine Mills

**V**oici un ouvrage qui réussit le tour de force d'être à la fois clair et pédagogique tout en restant scientifique et d'un bon niveau théorique et empirique. Un ouvrage qui va considérablement aider tous ceux qui, dans le renouvellement d'un marxisme vivant, cherchent à la fois à interpréter le monde et à le transformer. Ce travail de fond permettra aux lecteurs d'*Economie et Politique* et d'*Issues* de prendre un peu de recul face à l'évènement et de disposer d'un cadrage théorique et empirique d'ensemble dans lequel ils reconnaîtront l'influence de l'école marxiste systémique de la régulation.

Cet ouvrage va constituer un outil de travail précieux sur lequel on pourra revenir, avec lequel on pourra travailler sérieusement. Il va aider à la fois les militants mais aussi les enseignants et les étudiants. Il pourra se substituer avec bonheur au fameux *Les rouages de l'économie nationale* de Jean-Marie Albertini, qui a si longtemps dominé avec ses simplifications pédagogiques mais aussi ses silences dommageables. Il constitue un outil pour combattre toutes les variantes de la pensée unique et pour sortir de "l'horreur économique".

Ce livre est bien construit, bien écrit, bien référencé. Dans chacune de ses leçons, Nasser Mansouri Guilani porte en premier lieu un diagnostic, propose ensuite une analyse en confrontant au préalable diverses théories, effectue la critique des politiques économiques dominantes en France, avance enfin des propositions. Il aidera considérablement les militants, en leur fournissant des outils pour leurs luttes, leurs interventions, les constructions nouvelles à impulser.

Cet ouvrage s'appuie sur des références solides, bien actualisées, il apporte des outils empiriques, notamment des statistiques précieuses. L'auteur élabore de nombreux tableaux et graphiques (pas toujours suffisamment lisibles cependant) et l'on doit saluer tout l'intérêt des études de cas, souvent brûlants et actuels. La présentation en colonnes rend plus digeste un texte dense et la lecture de l'ouvrage est très agréable. C'est à la fois une initiation mais au-delà un outil d'analyse et de synthèse permettant d'affronter les débats actuels les plus chauds mettant en jeu la théorie et la politique économique.

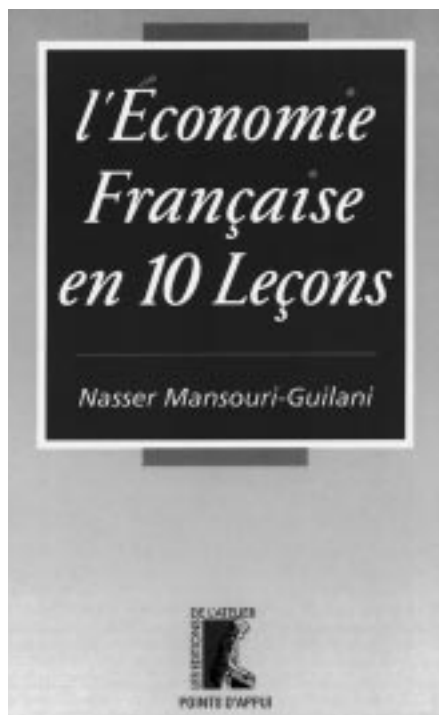
**LA PREMIÈRE LEÇON VISE À RÉHABILITER LES DIMENSIONS SOCIALE ET ÉTHIQUE DE L'ÉCONOMIE.** Elle pose le débat marché/régulation, à partir des grands courants de la pensée économique, malgré l'absence de références directes précises aux auteurs, ou à l'histoire de la pensée économique (1). D'une façon générale, le découpage entre libéraux et

« progressistes » estompe l'évolution de la pensée économique (y compris la théorie néoclassique) et la confusion qui s'opère aujourd'hui sous nos yeux avec une tendance au « social-libéralisme ». Le terme « d'économie conventionnelle » pour désigner les diverses variantes de la pensée unique ou dominante n'est pas très heureux dans la mesure où il existe un courant théorique avec des aspects relativement innovants, qui s'intitule « économie des conventions ». On regrettera aussi (mais cela aurait peut-être considérablement alourdi un ouvrage qui se devait d'être court), l'absence de références précises directes à Marx et quelques insuffisances concernant les développements du marxisme contemporain.

C'est le cas en ce qui concerne les textes fondateurs, comme d'ailleurs le non retour aux travaux pourtant séminaux de la fin des années 1960 et du début des années 1970. Il en résulte quelquefois une certaine imprécision des nouvelles interprétations et des développements des concepts marxistes, lesquels sont souvent considérés comme connus.

**LA DEUXIÈME LEÇON SOUHAITE RÉSORBER LE DÉFICIT D'EMPLOIS.** Après une analyse fort utile des problèmes démographiques, l'auteur pointe la question centrale: celle du recul du taux d'activité (- 10 points chez les hommes de 1975 à 1997 mais + 5 points chez les femmes). Il montre que la France est caractérisée par un faible taux de création d'emplois en même temps qu'une progression rapide des emplois précaires et mal payés. La mutation du salariat est analysée ainsi que la progression de la précarité. Au-delà d'une croissance dite « plus riche en emplois », on peut noter qu'il s'agit surtout d'une croissance « pauvre en

salaires » et en emplois stables, en même temps qu'on assiste à une dévalorisation inquiétante du travail qualifié dont l'importance progresse beaucoup alors que montent l'exigence de formation et d'une rupture avec toutes les formes de discrimination (notamment concernant les femmes). Le taux de chômage reste massif et persistant même s'il recule un peu, notamment chez les jeunes (en particulier en liaison avec les emplois-jeunes). L'explication dominante du chômage est dénoncée par Nasser Mansouri, du taux de chômage naturel du libéral Milton Friedman, au taux de chômage d'équilibre du néo-keynésien E. Phelps. Ce dernier dogme de la pensée unique fait des ravages aussi bien auprès de Jean-Paul Fitoussi, disciple de E. Phelps, qu'auprès des institutions officielles. On relève notamment l'influence de ce dogme sur les travaux effectués par le Commissaire du Plan, Jean-Michel Charpin, lequel dans le rapport *L'avenir de nos retraites* s'en



tient à un taux de chômage d'équilibre de 9%. Nasser Mansouri analyse alors finement le « modèle » américain et effectue la critique de la stratégie perverse de l'OCDE pour l'emploi.

**LA TROISIÈME LEÇON : PRODUIRE POUR RÉPONDRE AUX BESOINS**, s'intéresse au taux de croissance du PIB, facteur clé du débat de politique économique. En même temps, l'auteur souligne que cette croissance doit être équitable et « soutenable ». Il ne s'agit pas de faire du « productivisme » à tout prix mais de s'intéresser au contenu de cette croissance, d'où le rejet d'une croissance centrée sur des emplois pauvres et précaires. Nasser Mansouri-Guilani pose comme centrale la question du type de productivité. L'ouvrage aurait d'ailleurs gagné à intégrer l'analyse publiée dans la revue *Issues* (2) sur les facteurs de la crise de structure et notamment sur le rôle crucial de l'élévation du rapport capital/produit comme déclencheur de la crise. Aussi, il ne critique pas les illusions statistiques, négligeant la diminution du stock de capital par l'accélération des retraits au cours de la crise systémique et ne considérant pas l'importance de la baisse récente du rapport capital/produit, même si elle est plus forte aux États-Unis. Cette baisse renvoie aussi bien aux nouvelles technologies qu'à leur utilisation sous domination de rentabilité financière poussant au chômage massif.

**LA QUATRIÈME LEÇON POSE LA QUESTION DE LA MODIFICATION DU PARTAGE DE LA VALEUR AJOUTÉE POUR ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ.**

Après avoir montré que la VA a trois destinations – salaires, impôts et taxes, profit brut – l'auteur reprend le débat (encore à affiner) sur la nature des cotisations sociales présentées souvent de façon discutable comme une forme socialisée du salaire et non comme prélèvement sur les profits. Il fournit un très intéressant tableau sur le rapport salaires/VA selon les branches. On pourrait d'ailleurs calculer aussi le rapport charges sociales/VA.

Il analyse la baisse de la part des salaires dans la VA (- 8 points dans les entreprises industrielles et de services de 68,8% en 82 à 59,7% en 98). Alors que dans le même temps, la part des profits et sa destination renforcée vers les placements financiers au détriment des investissements productifs s'accroissent. Nasser Mansouri critique le dogme selon lequel les coûts salariaux seraient trop élevés en France comparativement à d'autres pays de l'OCDE. Pour soutenir cette thèse, il aurait pu utilement s'appuyer sur d'autres sources que l'OCDE, les travaux de Pierre Concialdi notamment auraient permis d'affiner cette étude (3). L'auteur critique la course aux exonérations des cotisations patronales, notamment sur les bas salaires (la trappe à bas salaires) en particulier, il réfute le rapport Malinvaud et la thèse de l'excès du coût du travail (qui serait lié aux charges sociales sur les emplois les moins qualifiés).

**LA CINQUIÈME LEÇON SOUHAITE RELANCER LA CONSOMMATION ET L'INVESTISSEMENT PRODUCTIF.** L'auteur reprend le débat sur l'épargne en montrant que la France ne souffre pas d'un manque d'épargne (le taux d'épargne en France est le plus élevé des pays du G7) mais de l'insuffisance de la consommation et de l'investissement. Tandis que le taux d'investissement baisse (jusqu'en 1998), l'épargne brute des sociétés atteint des sommets ainsi que la capacité de financement des entreprises. L'épargne proprement financière est élevée et l'on relève que le financier est largement plus dynamique que le productif. On peut noter dans ce chapitre le très riche apport constitué par les tableaux fournis par l'auteur, nourris par un travail direct original sur les données des

Rapports sur les Comptes de la Nation (INSEE). La logique de la financiarisation pèse d'ailleurs sur toutes les réformes en cours, elle inspire largement le rapport du CAE sur l'épargne et la retraite (4) ainsi que le rapport Charpin (5), lequel programme l'insuffisance de la croissance réelle de la production, de la productivité et de l'emploi. Cependant l'analyse de l'auteur sur les retraites aurait néanmoins gagné à s'enrichir d'autres sources que les seuls travaux (excellents certes) des syndicalistes.

**LA SIXIÈME LEÇON PRÉTEND MOBILISER LE SYSTÈME FINANCIER POUR L'EMPLOI** en posant non seulement la question d'une réorientation du crédit et de la création monétaire monétaire mais aussi celle de la place de la Bourse et de la spéculation comme de l'évolution de l'économie d'endettement vers l'économie des marchés financiers. Le financement des entreprises est au cœur de ce chapitre ainsi que les relations entre entreprises et marchés financiers. L'auteur relance alors le débat sur la baisse nécessaire mais non suffisante des taux d'intérêt réel comme facteur de relance de l'incitation à investir. Il relève la contradiction entre la politique de déflation des salaires et des dépenses sociales et l'inflation des marchés financiers. Nasser Mansouri-Guilani veut nous aider à comprendre pourquoi la Bourse monte tant. Il étudie l'accroissement des revenus financiers des entreprises non financières et pose la nécessité d'une réorientation des fonds des entreprises (fonds propres, crédits, etc.) vers l'emploi, la production, la croissance réelle, ce qui bien sûr va impliquer un autre type de globalisation financière.

**LA SEPTIÈME LEÇON SOULIGNE LA NÉCESSITÉ DE RENDRE L'INTERVENTION PUBLIQUE PLUS EFFICACE.** Le budget est présenté comme le reflet d'un choix de société. L'auteur veut réhabiliter la place des prélèvements obligatoires dans l'économie tout en proposant quelques pistes de réforme de la structure et de l'efficacité des impôts. Il critique l'idée que le capital serait trop taxé alors que la part de l'impôt sur les sociétés a tendu à diminuer. Interpellé par la question de la montée de la dette publique (premier poste de budget puisqu'il faut bien la rembourser), il pose certes la question de la réduction des déficits mais insiste surtout sur la façon de les réduire et critique les politiques mises en œuvre organisant la réduction des dépenses publiques et sociales et tendant à limiter la croissance réelle alors que monte la croissance financière.

**LA HUITIÈME LEÇON S'ATTAQUE À LA NÉCESSAIRE PROMOTION DU CO-DÉVELOPPEMENT.** On assiste à une montée des excédents commerciaux corrélée à un déficit d'emplois en France. Ce pays est bien un pays compétitif ce qui conduit à rejeter le dogme de la concurrence par les pays à bas salaires. La question de fond est alors : à quoi sert l'excédent ? Comment s'articulent épargne nationale et financement international ? L'analyse du type de mondialisation en cours débouche sur une critique forte et sur des propositions alternatives pour un autre type de mondialisation, lesquelles auraient pu encore être affinées. On peut relever notamment l'intérêt des études de cas sur le marché des changes comme sur les fusions-acquisitions, l'analyse fine de la montée des investissements étrangers dans les sociétés du CAC 40 français. Les propositions concernant la réforme du FMI avec une monnaie commune mondiale à partir des Droits de tirages spéciaux (DTS), à l'opposé de la domination du dollar auraient pu enrichir la thèse de l'auteur (6).

**LA NEUVIÈME LEÇON VISE À ORIENTER L'EURO VERS L'EMPLOI ET LE SOCIAL.** L'auteur critique la logique qui a prévalu jusqu'ici

d'intégration par le marché et montre les effets déflationnistes de la démarche libérale. Il propose de revoir les critères de la BCE, réclame des rééquilibres nécessaires et souligne l'urgence de mettre l'emploi au centre, au lieu de se contenter de quelques lignes directrices souvent utilisées en fait pour privilégier la flexibilisation à la baisse du coût du travail. Nasser Mansouri-Guilani aurait pu préciser davantage les avancées nouvelles et pistes pour une réorientation de la construction européenne à partir d'une sélectivité nouvelle d'un crédit à taux abaissé pour l'emploi et d'une politique d'expansion monétaire commune pour la croissance réelle et non pour la croissance financière.

**LA DIXIÈME LEÇON CONCLUT SUR LA NÉCESSITÉ DE ROMPRE AVEC LE LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE** et propose des pistes alternatives.

Reprenant les analyses de Paul Boccarda sur la révolution informationnelle, il montre quels points d'appui cela fournit pour une nouvelle civilisation, une nouvelle régulation avec la montée de critères non marchands (partage et non échange marchand).

Il pointe la nécessité et l'insuffisance d'une réorientation de la politique conjoncturelle, l'urgence d'un nouveau type de plein emploi des ressources humaines. Nasser Mansouri-Guilani renvoie alors à la proposition de construction d'un nouveau système de sécurité d'emploi et de formation (7).

L'auteur insiste aussi sur la nécessité de responsabiliser les entreprises ainsi que sur l'impulsion d'un nouveau type de productivité. Il pose fortement la question de la place du secteur public. Il réaffirme la nécessité d'une réorientation de la finalité du marché financier. En ce qui concerne une refonte efficace du financement de la protection sociale, s'il situe à sa juste place la proposition de réforme de l'assiette des cotisations patronales, sa présentation un peu trop

technique de la modulation des cotisations patronales reste cependant difficile (8).

Nasser Mansouri-Guilani termine son ouvrage sur l'économie française par un plaidoyer pour des propositions visant à réorienter le type de construction européenne, ainsi qu'à impliquer la France dans un véritable co-développement de tous les peuples. ■

Nasser Mansouri-Guilani, *L'économie française en 10 leçons*, Editions de l'Atelier, Points d'appui, 1999, 125 F.

1. Cf. Pour une vision critique, Paul Boccarda, cours de 2ème année, *Histoire de la pensée économique*, cité dans Catherine Mills, *Economie et Politique*, les courants fondateurs. Valeur et répartition, éditions Montchrestien, collection AES, 2ème édition, 1997.
2. Paul Boccarda, *Issues*, n° 1, 4<sup>e</sup> trimestre 1978, pp. 5-68 et n° 2, 1<sup>er</sup> trimestre 1979, pp. 67-138, « Travaux statistiques sur le système productif français et théorie des facteurs de la crise de structure ». Voir aussi *Issues*, n° 35, 3<sup>e</sup> trimestre 1989, Colloque international, « Nouvelle phase de la crise et enjeux des issues ».
3. Pierre Concialdi, « Coûts de main d'œuvre et protection sociale : une perspective internationale », in *Sociétés et représentations*, sept. 99 « Protection sociale : quelle réforme ? », pp. 49-63.
4. Conseil d'analyse économique, *Retraite et épargne*, Olivier Davanne, Jean-Hervé Lorenzi, François Morin ; La Documentation française 1998.
5. Jean-Michel Charpin (dir.), *L'avenir de nos retraites*, rapport au Premier ministre, CGP, La Documentation française 1999.
6. Cf. Paul Boccarda, « Un ensemble de mesures monétaires et financières cohérentes » *Economie et Politique*, novembre-décembre 1998.
7. P. Boccarda, *Issues*, n° 47-48, 4<sup>e</sup> trimestre 1995. 1<sup>er</sup> trimestre 96. Voir aussi in « Protection sociale : quelle réforme ? », *Sociétés et représentations*, septembre 1999, « Pour une sécurité d'emploi ou de formation : au-delà du plein emploi traditionnel ».
8. Avancée par P. Boccarda dès 1977, sur laquelle j'ai personnellement travaillé dès 1983. Cf. notamment C. Mills, *Economie de la protection sociale*, Sirey 1994.

## ABONNEMENT

• FRANCE	1 an : 320 F	2 ans : 620 F
• TARIF ETUDIANT	1 an : 280 F	2 ans : 550 F
• ETRANGER	1 an : 480 F (frais de port par voie maritime inclus)	

Nom : ..... Prénom : .....

Entreprise ou organisation : .....

Adresse : .....

Ville : .....

Code postal : .....

Tél : .....

- Abonnement à partir du n°  pris  à envoyer
- Règlement  espèce  chèque postal ou bancaire
- sur facturation (pour un organisme)

**Economie et Politique** - 2, place du Colonel Fabien  
75019 Paris - Tél : 01.40.40.13.49 - 01.40.40.13.47 - Fax : 01.40.40.13.95